

LES CINQ PARADOXES DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

Point de vue. Les cinq paradoxes de la transition énergétique, LeMonde.fr, 12/12/13

Par Julien Aubert, député de Vaucluse, co-président du groupe d'études Energies, membre titulaire du Conseil National de la Transition Ecologique.

Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a souhaité faire de la question énergétique un sujet majeur, en ouvrant un débat sur « la transition énergétique », à peine dix ans après le précédent débat national sur ce thème. Cette vaste mobilisation (d'énergie), censée intéresser les Français, aura surtout permis aux associations environnementales d'animer la « concertation ». Il a malheureusement débouché en septembre dernier sur un non-résultat, le Medef, la CGPME, l'Union professionnelle artisanale et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles se dissociant des 15 recommandations finales, jugées coûteuses et irréalistes.

Depuis, il est devenu difficile de savoir quelle est la ligne du gouvernement. Un projet de loi sur la transition énergétique devrait être déposé au printemps 2014, dont on ignore le périmètre exact. Après avoir passé de longs mois à débattre, le gouvernement a créé une nouvelle commission de travail au sein du Conseil National de la Transition Ecologique (CNTE) pour suivre l'élaboration du texte. Seuls trois mantras dominent, dans ce vide conceptuel, la doctrine énergétique française. Le premier est un mantra européen : il faut réduire de 20 % d'ici 2020 nos émissions de gaz à effet de serre. Le deuxième est propre à la France : le gaz de schiste ne saurait être exploré, et donc exploité. Le dernier est de fixer un objectif de réduction d'un tiers de la part de la production de l'électricité issue de l'atome d'ici à 2025.

Depuis, sur ce second point, la position semble avoir « glissé » : le président de la République a donné un premier signal en garantissant que le niveau de production nucléaire resterait constant pendant le quinquennat lors du discours inaugural de la deuxième conférence environnementale de septembre 2013 : « la future loi de programmation sur la transition énergétique posera le principe d'un plafonnement à son niveau actuel de notre capacité de production nucléaire. ».

François Hollande masque cette reculade en conservant l'objectif affiché de sacrifier une centrale symbolique, malheureuse bouc-émissaire d'une absence de stratégie. Tout ceci va coûter 1 milliard d'euros par an à la collectivité pour l'énergie de remplacement et supprimer plus de 2 000 emplois directs et indirects hautement qualifiés pour les remplacer par 100 emplois dans la déconstruction de Fessenheim. Pour François Hollande, sacrifier Fessenheim est un moyen d'occuper le moloch écologiste avec un os à ronger, et surtout un moyen habile de « dealer » avec EDF la fermeture d'une vieille centrale (2 réacteurs de 900 MW) contre l'allongement de la durée de vie des autres centrales, et surtout la mise en route de l'EPR supplémentaire de Flamanville (1 650 MW).

Bref, comme l'aurait écrit Shakespeare « Beaucoup de bruit pour (presque) rien ». Ce qui est tout aussi regrettable, c'est que le débat sur la transition énergétique n'ait pas permis de percer les véritables paradoxes de la transition énergétique.

Un premier paradoxe porte sur les moyens attribués aux objectifs d'une « France décarbonée ». Notre système de financement des énergies renouvelables (ENR) est totalement illogique, puisqu'il ponctionne une énergie à bas-coût et décarbonée (le nucléaire) au motif qu'il faudrait lutter contre le réchauffement climatique. Voilà qui n'est guère représentatif du fameux principe « pollueur-payeur ». Cela représente en 2013 3 milliards d'euros par an d'après la Commission de régulation de l'énergie (CRE), c'est-à-dire 60 % des charges totales de la Contribution au Service Public de l'Electricité. Implicitement, c'est faire le choix d'asphyxier le nucléaire en dégradant sa rentabilité alors que, par ailleurs, ses adversaires ne cessent de réclamer toujours plus de sécurisation et de dénoncer les investissements massifs à venir pour les entretenir. C'est insensé : la France est beaucoup mieux placée que l'Allemagne pour ce qui concerne son bilan carbone grâce à la prépondérance de son industrie nucléaire (52,3 millions de tonnes de particules de CO2 rejetées contre 308,7 millions). En voulant miser sur les ENR, l'Allemagne s'est désengagée du nucléaire mais a collatéralement favorisé l'explosion de la consommation de charbon...

et donc accru les émissions. En outre, elle a, si on en croit 12 géants de l'énergie qui ont signé un appel en ce sens, considérablement accru les probabilités d'un gigantesque « black-out » européen. Les écologistes n'ont pas résolu ce dilemme fondamental : vouloir la sortie du nucléaire est contradictoire avec leur souhait de lutter contre les émissions de CO₂. En d'autres termes, si le monde veut réduire les gaz à effet de serre, il faudra que la part du nucléaire dans l'énergie mondiale s'accroisse.

Un deuxième paradoxe porte sur l'efficacité d'une stratégie à contre-courant du monde réel, et souligne les limites d'un « splendide isolement » de la France. De manière générale, alors que le discours politique est centré sur « la sortie du CO₂ » et la « sortie du nucléaire », toute la planète se prépare à aller dans le sens exactement inverse en exploitant les hydrocarbures non-conventionnels, dont le gaz de schiste fait partie, et en diversifiant son bouquet énergétique en construisant des centrales nucléaires. L'échec des conférences post-Kyoto est un exemple significatif de ce décalage entre les mots et les faits. La France cherche à lutter courageusement contre ce tsunami carboné, mais on touche là ce second paradoxe : ce n'est pas parce qu'elle n'exploite pas de gaz de schiste que la France n'importera pas (et donc ne brûlera pas) à un moment donné du gaz de schiste produit ailleurs. Dans le même ordre d'idée, il faut souligner que ce n'est pas parce que la France abandonnerait le nucléaire qu'elle serait à l'abri d'accidents liés à l'atome qui pourraient se produire dans les pays limitrophes... En réalité, le prix des hydrocarbures va être amené à baisser, ce qui rendra plus compétitif les modèles énergétiques carbonés. D'ailleurs, alors que l'Europe n'arrête pas de se féliciter de la décarbonisation de sa production, son empreinte carbone s'accroît au travers de ses importations.

Un troisième paradoxe est lié au fait que la France a choisi une stratégie destructrice d'emplois en temps de crise. Voilà qui est pour le coup suicidaire, car nos intérêts commerciaux sont en effet à l'opposé de nos objectifs politiques. La France est largement importatrice de cellules photovoltaïques et ne pèse pas lourd sur l'échiquier mondial sur le terrain des ENR car elle ne peut se prévaloir d'une valeur ajoutée particulière susceptible de justifier un écart de coût, donc de prix, significatif. A l'inverse, l'industrie nucléaire, où nous avons des positions fortes, est en plein essor : marché du démantèlement, marché de l'enfouissement des déchets, marché de la construction de centrales, marché de l'extraction et de l'enrichissement. L'exemple de l'EPR ou du site de Bure montrent que la France a acquis une expertise de haut niveau dans des secteurs de niche. D'après le Centre d'études et de prospectives stratégiques (CEPS), l'enjeu est de doubler la puissance nucléaire mondiale installée d'ici 2030-2035. Les Chinois exportent des cellules photovoltaïques et importent de la science nucléaire. Si demain, nous sortons du nucléaire, nous commercerons avec eux les mains vides...

Ajoutons à cela que nos choix stratégiques pourraient avoir des conséquences redoutables pour la compétitivité de nos industries énergivores, comme par exemple les industries chimiques pour lesquelles l'énergie peut représenter jusqu'à 80 % du coût de production.

Un quatrième paradoxe est que nous avons des outils sous-dimensionnés par rapport à nos objectifs, c'est-à-dire que nous essayons de traverser l'Atlantique avec un canoë et trois jours de provision. C'est d'autant plus abscons que la France a trouvé le temps de changer trois fois le pilote du canoë (le ministre de l'Environnement) en un an. Notre horizon est ridiculement court-termiste par rapport aux enjeux. Le réchauffement climatique se mesure en centaine d'années, au minimum. L'horizon d'ITER et de la 4ème génération de centrales nucléaires se calcule en demi-siècles (industrialisation en 2040 pour la génération 4, vers 2050 pour la fusion nucléaire). L'échelle temporelle des hydrocarbures (et notamment la survenance d'un pic de Hubbert) est du même ordre. Quelle est la pertinence de scénarios ultra-rapides à horizon 2025, en prenant comme outil un quinquennat qui se termine en 2017, alors que la transition énergétique pourrait durer 100 à 200 ans ? En affirmant « plafonner » sur le quinquennat la capacité de production nucléaire, tout en conservant l'objectif de 50 % en 2025, le gouvernement sous-entend qu'il faudra fermer 19 centrales entre 2017 et 2025. Vaste programme.

Un cinquième paradoxe est que dans un contexte d'incertitude généralisée, nous feignons d'ignorer le seul paramètre connu, très stable et très sensible, qui est le pouvoir d'achat de l'utilisateur final. En effet, celui-

ci devrait stagner en Occident pour les prochaines années. Tout le reste n'est que larges suppositions, un maquis de modèles macroéconomiques extrêmement variables. Il n'y a qu'à se pencher sur les scénarios du réchauffement climatique, qui vont du bobo au menton jusqu'au choc mortel sur le crâne ; sur les évaluations changeantes et fluctuantes des modélisations des réserves d'hydrocarbures ; sur les rentabilités aléatoires et soumises à hypothèse des centrales solaires ; sur les perspectives démographiques dans le Sud ; ou encore sur la conception des transports du futur. En l'absence de certitudes sur la plupart des données (prix du dollar, innovations énergétiques en matière de stockage, réserves, etc...) il est donc irresponsable d'embarquer la France dans un processus de remise en cause de son modèle énergétique qui pourrait venir aggraver la facture finale. Rappelons que le consommateur Français paye son électricité « nucléaire » 25 % moins cher que ses homologues européens, mais que nombreux sont les spécialistes du marché de l'énergie à déclarer que notre facture d'électricité va, à modèle constant, augmenter de 50 % au cours des huit prochaines années. Dès lors, toute erreur de stratégie coûtera cher : l'unité de compte du débat est le milliard d'euros, qu'il s'agisse de la construction d'un EPR, d'un plan d'efficacité énergétique massif, d'industrialisation des réacteurs ASTRID, ou des recherches géologiques. Le risque d'une politique du funambule en aveugle est que les dérapages budgétaires d'aujourd'hui n'obèrent les marges de manœuvre de demain.

Dans ces conditions, il devient urgent de revenir aux fondamentaux en protégeant l'industrie nucléaire, et en développant cet atout pour qu'il serve de locomotive à l'économie française. Le financement des ENR devrait relever des industries carbonées et se concevoir comme un « moteur de secours » ou d'appoint par rapport au moteur principal.

Le pragmatisme devrait dominer la question du gaz de schiste en autorisant l'exploration géologique, de manière à calibrer le montant des réserves et à fonder toute décision à venir concernant l'exploitation de cette manne. Si le gouvernement décidait in fine d'exploiter les hydrocarbures non-conventionnels (une décision qui reste à justifier), il pourrait à tout le moins taxer cette manne et financer massivement un plan d'efficacité énergétique et de diversification dans les ENR.

Au lieu de voler de débat en débat, seul un objectif doit être conservé : ne pas casser une machine qui fonctionne, et garantir aux citoyens et aux entreprises un service public de l'énergie à faible coût.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/12/12/les-cinq-paradoxes-de-la-transition-energetique_4333400_3232.html